



Search for
Common Ground
Trust, Collaboration, Breakthroughs

Polarisation, Cohésion sociale et atrocités: Approches pour un Monde plus sûr

Katie Smith - Juillet 2023

À propos

L'objectif de cette étude est d'améliorer les actions nécessaires à la prévention des crimes contre l'humanité. Cela passe par un point des enseignements tirés de la mise en application de ces mesures dans des situations à risque élevé. Dans le cadre de ce rapport, Amanda Feldman et Sara Hagos de l'équipe des affaires internationales et partenariats de Search ont pris part à

Remerciements

Cette étude a été réalisée grâce à la contribution de nombreux participants. Il s'agit notamment du consortium en charge du mécanisme de soutien aux droits de l'homme. Nous sommes reconnaissants pour le temps investi et l'engagement dont ils ont fait preuve dans le but d'améliorer la situation des droits de l'homme à travers l'élaboration de programmes et la formation. Ce rapport n'aurait pas pu voir le jour sans tous les efforts déployés par nos équipes de projet et nos experts dont les

également l'équipe d'apprentissage institutionnel pour son soutien constant ainsi que tous ceux qui nous ont fait part de leurs idées et analyses.

Table des matières

Table des matières	3
Sommaire	4
Introduction	8
Cohésion sociale, polarisation et risque d'atrocité	10
Les conflits sont plus susceptibles de devenir violents et d'entraîner des pertes en vies humaines dans les régions où la cohésion sociale est fragile et se détériore.	10
Une polarisation croissante est souvent le signe d'un risque plus élevé d'atrocités.	11
Dans les régions où la confiance et la légitimité font défaut, les revendications ont tendance à attiser davantage la violence.	13
La tentation de recourir à la violence s'accroît lorsque la population se sent désarmée, marginalisée ou impuissante.	14
Possibilités d'améliorer les mesures d'intervention précoce	15
Des dispositifs inclusifs et diversifiés pour la paix renforcent la capacité, la légitimité et l'efficacité des actions de prévention des atrocités.	15
En période de stabilité, l'amélioration de la cohésion sociale porte des fruits qui se révèlent précieux lors des crises.	18
Unir les gens par le biais de la collaboration atténue les clivages.	19
Recommandations	22
Agir au plus vite pour consolider la cohésion sociale et atténuer la polarisation en vue de prévenir les actes d'atrocité.	22
Intensifier votre engagement, en particulier en temps de crise.	23
Partager les enseignements tirés de la prévention des atrocités et les appliquer à la planification.	23
Sources	25

Sommaire

Pour les gouvernements comme pour les citoyens, la prévention des atrocités de masse constitue un défi fondamental à l'échelle mondiale. Bien que de multiples engagements aient été pris en faveur de la prévention, treize pays sont en proie à des atrocités en 2023, exposant ainsi des millions de personnes à des risques.¹ Le taux de conflits violents n'a jamais été aussi élevé depuis 30 ans.² Selon un rapport du HCR, les déplacements forcés concernent plus de 100 millions de personnes d'ici à la fin de l'année.³ Par conséquent, les gouvernements, la société civile et les organisations internationales doivent faire preuve d'une attention, d'une concertation et d'une action permanentes afin de protéger les civils contre ces massacres.

Non seulement des conditions structurelles à long terme sont à l'origine de situations propices aux atrocités, mais il existe aussi des facteurs déclencheurs qui accélèrent ce phénomène. De ce fait, une intervention précoce revêt une importance cruciale dans le cadre du programme de prévention. Les conflits violents présentent une certaine inertie. Les atrocités ne débutent généralement pas par le meurtre d'un millier de personnes ou plus, le seuil souvent utilisé pour qualifier ces actes d'« atrocités ».⁴ Cela dit, les antécédents de violence dirigée contre un groupe spécifique figurent parmi les principaux indicateurs prédictifs d'actes futurs. Il est impératif d'agir le plus tôt possible afin d'empêcher l'accumulation des facteurs de risque liés aux atrocités et la montée en intensité de la violence. Cela nécessite un engagement pour limiter les conditions favorables à la violence, mais aussi pour établir des mécanismes de réponse rapide en vue d'un apaisement. Malheureusement, les programmes de « prévention » sont souvent lancés après que les atrocités ont été commises. Une prévention en bonne et due forme nécessite

une action anticipée et une détermination à atténuer les facteurs déclencheurs.

Search for Common Ground a examiné de près la manière d'améliorer les mesures initiales en vue de prévenir les atrocités. Pour ce faire, il a évalué ses programmes déployés dans dix pays à

haut risque au cours de la dernière décennie: Afghanistan, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Guinée, Mali, Myanmar, Nigéria, Soudan du Sud, Syrie et Yémen. Dans de tels contextes, les populations civiles sont confrontées à des défis persistants qui accroissent le risque d'atrocités: (i) des situations sécuritaires durables caractérisées par des divisions sociales généralisées; (ii) un historique de promesses non tenues et de relations fracturées entre le gouvernement et les citoyens et/ou entre les communautés; (iii) l'exclusion de groupes spécifiques de la représentation politique et/ou de l'accès aux ressources;

(iv) des capacités communes insuffisantes pour détecter, prévenir ou répondre aux

est décuplée lorsqu'elle s'appuie sur des mécanismes et des dispositifs existants dédiés à la gestion pacifique des conflits. Cela requiert un engagement soutenu et des investissements à long terme dans la création d'un cadre diversifié et inclusif de compétences individuelles, de structures et de cadres capables de prévenir et de résoudre les conflits. Le renforcement des capacités individuelles et communautaires à anticiper les déclencheurs et les tendances des conflits, ainsi qu'à y répondre de manière constructive, constitue une pierre angulaire de l'amélioration globale de la sécurité.

2. En période de stabilité, l'amélioration de la cohésion sociale porte des fruits qui se révèlent précieux lors des crises. Les situations de conflit prolongé

conflits; et (v) un espace complexe, hautement sensible ou en régression pour la société civile.

Les résultats de cette étude démontrent que les donateurs, les décideurs politiques et les praticiens peuvent entreprendre trois actions cruciales pour améliorer l'action précoce en matière de prévention des atrocités:

1. Des dispositifs inclusifs et diversifiés pour la paix renforcent la capacité, la légitimité et l'efficacité des actions de prévention des atrocités. L'efficacité du soutien d'urgence en période de crise créent un terrain propice aux atrocités, les moments de crise agissant comme des catalyseurs. Le risque d'atrocités croît en tandem avec la détérioration du contexte, affectant les relations entre les groupes divisés. Les interventions visant à consolider la paix, en s'appuyant sur les acteurs influents au sein des communautés, peuvent contrecarrer l'escalade du conflit, réduire le soutien à la violence et créer un espace propice à des interventions et à une assistance durables.

Recommandations

1. Agir au plus vite pour consolider la cohésion sociale et atténuer la polarisation en vue de prévenir les actes d'atrocité. Les mesures d'action précoce devraient prioritairement viser le renforcement de la cohésion sociale et la réduction de la polarisation pendant les périodes de stabilité.

- Faire du renforcement de la cohésion sociale et de la réduction de la polarisation des priorités relevant de la sécurité nationale au niveau de la diplomatie, du développement et de la défense.
- Investir dans des mécanismes inclusifs afin d'identifier,

3. Unir les gens par le biais de la collaboration atténuée les clivages. Le risque de commettre des atrocités s'accroît lorsque les groupes divisés cessent de communiquer. L'isolement physique et social entre ces groupes représente un facteur de risque majeur. Les initiatives visant à promouvoir la solidarité sociale et culturelle, les médias axés sur le changement social et les projets d'action communautaire collaborative sont à même de restaurer l'humanité et la dignité, tout en limitant la polarisation dans les sociétés profondément divisées.

d'analyser et de répondre aux conflits en période de stabilité.

- Veiller à ce que l'ampleur et la durée des premières initiatives sont adaptées à l'objectif fixé. Les avantages de l'investissement dans la cohésion sociale prennent du temps à se manifester. Former des comités de paix, faire évoluer le discours et instaurer la confiance exigent un engagement à long terme et des cycles de programmation qui vont au-delà des 18 à 24 mois habituels. Les

programmes d'intervention rapide aux opportunités ou crises émergentes requièrent une méthode différente de distribution des ressources, permettant une mobilisation immédiate.

- Évaluer le rôle des agences diplomatiques, de développement et de défense dans le renforcement de la cohésion sociale et la réduction des clivages par leurs actions, en particulier dans les pays où le risque d'atrocités est élevé.
- Faire de la prévention des atrocités une priorité dans l'allocation des fonds. Investir davantage dans les initiatives de pacification et les programmes visant à réduire les vulnérabilités aux atrocités.

2. Intensifier votre engagement, en particulier en temps de crise. Capitaliser sur les investissements réalisés dans des dispositifs de paix fiables en temps de crise.

Afin de désamorcer les conflits et de bâtir une société saine, sûre et équitable, il est essentiel de poursuivre des objectifs de paix à long terme par la diplomatie, la présence physique et l'investissement des bailleurs de fonds.

- Assurez-vous de maintenir les aides humanitaires et autres pour soutenir les personnes exposées aux violences en temps de crise. Veillez à ce que les sanctions et autres mécanismes ne compromettent pas l'accès des organisations locales aux ressources et à l'aide nécessaires.
- Mettez progressivement en place un dispositif de paix inclusif et diversifié afin de réduire le risque d'atrocités et de proposer des mécanismes de réponse rapide capables de désamorcer les conflits en temps de crise.
- Renforcez et soutenez les efforts des communautés qui veillent à favoriser la désescalade, lorsque c'est possible et sans danger.
- Nommez un coordinateur au sein des ambassades et des bureaux de mission afin

de comprendre les capacités locales de prévention des atrocités et d'établir des canaux de communication sécurisés en temps de crise.

3. Partager les enseignements tirés de la prévention des atrocités et les appliquer à la planification.

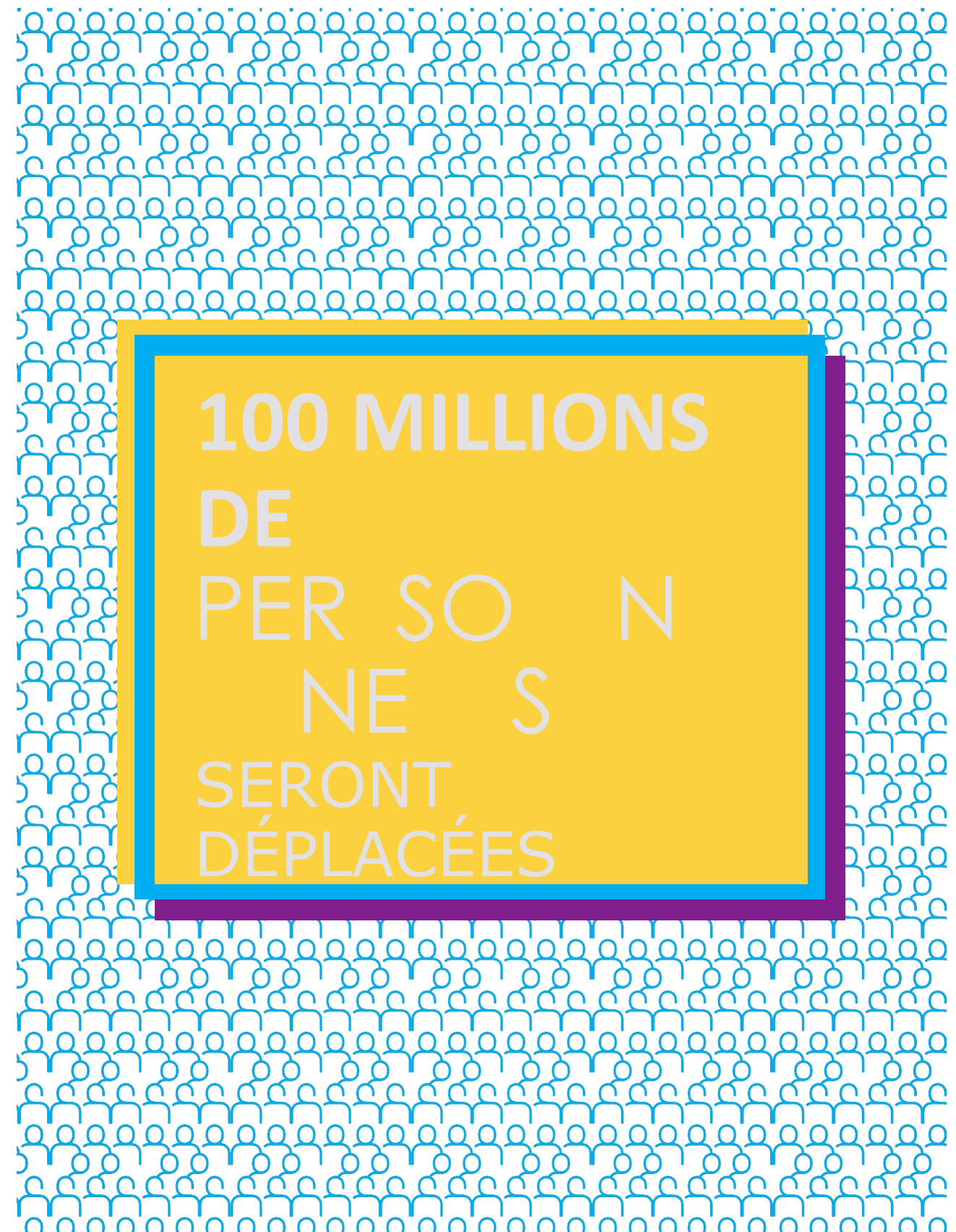
Établissez une base factuelle pour les stratégies et les programmes efficaces de prévention des atrocités, en partageant les leçons tirées de l'expérience et les possibilités d'actions conjointes, chaque fois que c'est possible.

Les experts en prévention des atrocités sont encouragés à intégrer une section dédiée dans les rapports contextuels et les stratégies publiques par pays ou région, mettant l'accent sur la mise en œuvre de l'« d'action précoce ». Les instances gouvernementales responsables de la prévention des atrocités devraient tenir au moins une réunion annuelle avec des représentants de la société civile. Cette rencontre permettrait de discuter des efforts déployés dans chaque contexte régional et de partager les enseignements tirés de l'expérience.

Communiquez des observations générales ou expurgées sur les réussites et les échecs par l'intermédiaire de réseaux de praticiens, de décideurs et de donateurs, tels que la plateforme ConnexUs. Partagez les caractéristiques générales des facteurs de conflit et des approches efficaces.

S'assurer que les mises à jour contextuelles constantes et l'expérience des praticiens guident les choix de programmation. Favoriser la souplesse des programmes et intégrer des moments de réflexion, en encourageant les responsables à partager ouvertement les enseignements tirés et les meilleures pratiques, tout en garantissant leur sécurité.

Renforcer la coordination et l'échange de connaissances entre les experts en prévention des conflits, droits de l'homme et démocratie, afin d'améliorer l'enrichissement mutuel et l'harmonisation des objectifs.



Introduction

Les atrocités de masse persistent à travers les époques, touchant des millions de personnes dans le monde entier. Selon des estimations prudentes, ces atrocités ont coûté la vie à plus de 100 millions de personnes depuis 1900.⁵ Les cibles de ces actes inhumains sont les minorités ethniques, religieuses et politiques, les femmes, les enfants et d'autres groupes marginalisés. Les principaux auteurs de ces génocides au sein de diverses communautés sont souvent des entités étatiques, des groupes armés ou des individus cherchant à obtenir ou à conserver le pouvoir. Il demeure essentiel d'appréhender la dynamique complexe

de diverses communautés sont souvent des entités étatiques, des groupes armés ou des individus cherchant à obtenir ou à conserver le pouvoir. Il demeure essentiel d'appréhender la dynamique

entre les victimes et les auteurs, ainsi que le contexte dans lequel ils opèrent. Cela aidera à concevoir des stratégies de prévention et d'intervention efficaces.

Ces dernières années, les gouvernements du monde entier ont pris des mesures importantes pour démontrer leur engagement en faveur de la prévention des atrocités. Ils ont non seulement ratifié les conventions et

traités internationaux visant à prévenir les crimes de masse, mais ont également mis en place des mécanismes et

institutions nationales dédiées à cette cause.

D'autres mesures concrètes ont été prises, notamment l'adoption d'une législation pénalisant les crimes contre l'humanité, le soutien à des initiatives mondiales

l'idée de la prévention des atrocités n'a pas été soutenue par les priorités et les ressources nécessaires pour en faire une réalité. Bien souvent, l'attention portée à la prévention des atrocités se manifeste trop tard, lorsque ces actes abominables sont

déjà en cours. Cela ne laisse que peu d'options viables pour y remédier. Janet Yellen, secrétaire au Trésor américain,

a souligné que les sanctions n'ont pas produit

les résultats escomptés sur le comportement indésirable de l'Iran.⁶ Au Myanmar, les atrocités se poursuivent

dynamique sociale. Ce rapport explore les liens entre les différents contextes et analyse les approches adoptées pour y répondre. Il soulève la question centrale suivante: quelle est l'influence de la polarisation et de la cohésion sociale sur la prévention des atrocités?

L'étude soutient que les interventions visant à renforcer la cohésion sociale et à limiter le clivage constituent des stratégies « d'action précoce » efficaces pour réduire le risque d'atrocité. Les clivages sociaux fondés sur l'identité, qui compromettent

la coexistence pacifique et alimentent la croyance en la légitimité de la violence contre un autre groupe, sont

des éléments qui contribuent au risque d'atrocités. Il existe des dispositifs efficaces pour contrer ces risques. Une stratégie d'action précoce devrait intégrer ces tactiques.

et approches afin de prévenir efficacement les atrocités.

Ce document est basé sur une analyse des programmes Search for Common Ground (Search)

mis en œuvre dans dix pays qui figurent tous dans la liste des dix pays les plus exposés au risque

d'atrocités au cours de la dernière décennie: Afghanistan,

République centrafricaine, République démocratique

LISTE DES DIX PAYS LES PLUS EXPOSÉS AU RISQUE D'ATROCITÉS

Afghanistan

République centrafricaine

République démocratique du Congo

Congo

Guinée

Mali

du Congo, Guinée, Mali, Myanmar, Nigéria,

telles que le cadre de la responsabilité de protéger (R2P),

l'investissement dans des systèmes d'alerte précoce et de prévention, et l'allocation de ressources

pour soutenir des programmes et des initiatives spécifiques. Ces évolutions montrent clairement que la prévention des atrocités est devenue une priorité en matière de sécurité nationale. Par exemple, les États-Unis ont adopté la loi Elie Wiesel sur la prévention des génocides et des atrocités. En 2022, ils ont dévoilé la toute première stratégie américaine visant à anticiper et à prévenir les atrocités, ainsi qu'à y répondre. Cette stratégie fait intervenir la diplomatie, le développement et la défense dans le cadre d'une action précoce visant à prévenir les crimes de masse.

Malgré les progrès réalisés pour faire de la prévention des atrocités une priorité, le problème persiste. Cela s'explique en partie par le fait que

malgré la condamnation internationale

du Conseil d'administration de l'État contrôlé par les militaires.⁷ Des crimes atroces se poursuivent dans des pays tels que

de la situation en République démocratique du Congo, où les missions de maintien de la paix des Nations unies se poursuivent depuis des décennies.⁸ Il devient de plus en plus impératif pour les décideurs politiques, les donateurs et les praticiens qui cherchent à renforcer la prévention des atrocités d'explorer les caractéristiques d'une approche efficace de l'action précoce en matière de prévention.

Le présent document examine divers contextes dans lesquels des atrocités sont susceptibles de se produire. Dans certains cas, des attaques sont en cours ou ont déjà eu lieu. Dans d'autres cas, des violences ciblées contre des civils ont déjà eu lieu et/ou il existe un risque qu'elles dégénèrent en crimes de masse. Certaines atrocités ne découlent pas systématiquement

Soudan du Sud, Syrie et Yémen.⁹ Dans un premier temps, le

rapport souligne les principaux facteurs qui aggravent

le risque d'atrocités. Il fournira ensuite une vue d'ensemble des éléments clés de conclusions plus générales sur l'amélioration de l'action précoce dans les dix contextes étudiés. Pour finir, nous explorerons les possibilités de s'appuyer sur ces résultats afin d'affiner les programmes et les politiques de prévention des atrocités.

Myanmar

le risque d'atrocités. Il fournira ensuite une

Nigeria

Soudan du Sud, Syrie

Yémen

Cohésion sociale, polarisation et risque d'atrocité

Si chaque cas d'atrocité de masse est unique, des facteurs politiques, économiques, sociaux et historiques sous-jacents expliquent souvent comment et pourquoi de tels crimes se produisent. Dans cette section, nous examinerons la corrélation entre le déclin de la cohésion sociale, la polarisation croissante et le risque accru d'atrocités et de violence ciblée.

Les conflits sont plus susceptibles de devenir violents et d'entraîner des pertes en vies humaines dans les régions où la cohésion sociale est fragile et se détériore.

La cohésion sociale indique dans quelle mesure les gens se sentent autonomes et ont d'autres options que la violence. Selon le PNUD, elle représente « l'harmonie d'une société, ou les « liens communs » qui rassemblent divers individus et groupes occupant le même espace ou territoire. »¹⁰ Elle est souvent considérée comme le « ciment » qui maintient pacifiquement ensemble une diversité de groupes et d'idées. En cas de rupture de la cohésion sociale, les liens sociaux, normatifs et économiques qui unissent les communautés sont mis à l'épreuve. Cela entraîne une fragmentation sociale et une aliénation accrue. La sécurité physique, la légitimité institutionnelle et l'engagement personnel sont des indicateurs de la force ou de la fragilité de la

cohésion sociale. Une cohésion sociale fragilisée peut conduire les individus et les groupes à recourir à la violence pour exprimer leurs griefs ou affirmer leur pouvoir. Ils n'ont plus confiance dans les institutions publiques, notamment en ce qui concerne leur capacité à répondre aux défis de la société. Face à un manque de légitimité des institutions, les individus peuvent

chercher d'autres moyens d'obtenir justice ou protection, ce qui peut contribuer à la violence et à l'instabilité. Un sentiment d'impuissance et de marginalisation peut engendrer de la frustration, du ressentiment et une plus grande propension à la violence, celle-ci étant perçue comme le seul moyen d'obtenir un changement.

Dans les régions où la cohésion sociale est fragile, les conflits sont généralement plus fréquents, plus violents et plus destructeurs.¹¹ La détérioration du « ciment » qui permet la coexistence pacifique entraîne souvent une escalade des conflits violents. Dans certains cas, les individus se

la violence contre une autre tribu a fluctué parallèlement à l'augmentation ou à la diminution des actes criminels.¹² On peut en déduire que lorsque la violence s'intensifie dans une société marquée par une faible cohésion sociale, l'acceptation et l'approbation normatives peuvent encourager un plus grand nombre de personnes à soutenir ces actes.

Les épisodes de violence intense sont généralement précédés ou accompagnés de conflits et d'impunité. L'augmentation de la violence physique et son acceptation sociale accroissent le risque d'atrocités. Des facteurs tels que la discrimination, la persécution, les conflits identitaires profonds et la violence à l'encontre d'un groupe spécifique sont souvent associés

réfugient dans leur « endogroupe » et rejettent la responsabilité de la violence, de la récession économique ou d'autres problèmes conflictuels sur un « exogroupe ». Cela peut renforcer la polarisation et parfois conduire à l'extrémisme et à la violence ciblée contre le groupe perçu comme l'ennemi. Toutefois, cette relation n'est pas unidirectionnelle. La violence chronique peut affaiblir les liens sociaux et influencer l'acceptation normative de la violence. Par exemple, au Soudan du Sud, l'acceptation de

au risque d'atrocités de masse.¹³ Les atrocités ne débutent généralement pas par le meurtre d'un millier de personnes ou plus, le seuil souvent utilisé pour qualifier ces actes d'« atrocités »¹⁴.

Tout changement brusque dans la dynamique des conflits en cours, qui altère le climat général et l'équilibre entre les groupes antagonistes, peut entraîner des atrocités. Ces actes horribles sont souvent liés à des périodes de crise.¹⁵ Les transitions,

certaines des pires atrocités de l'histoire.¹⁷ Cette polarisation peut être explicite ou implicite, ancrée dans les normes, les structures et les politiques. La discrimination systématique à l'encontre d'un groupe particulier est étroitement liée au risque d'atrocités de masse. L'utilisation d'un langage et d'une idéologie déshumanisants est particulièrement révélatrice d'un préjudice potentiel ciblé sur un groupe.¹⁸

La discrimination et l'exclusion exacerbent le risque d'atrocités. Lorsque certains groupes sont exclus des mécanismes de gouvernance ou se voient refuser l'accès aux services de base, aux ressources et aux opportunités, cela crée un environnement d'inégalité et d'injustice. Lorsque

les bouleversements politiques et les crises anticipent souvent l'émergence de la violence de masse et augmentent la vulnérabilité des groupes à risque. Les crises qui perturbent le climat général et l'équilibre des forces entre les groupes entraînent une modification de la dynamique des conflits et sont associées à des atrocités civiles beaucoup plus graves commises par des acteurs étatiques ou non étatiques.¹⁶

Une polarisation croissante est souvent le signe d'un risque plus élevé d'atrocités.

La polarisation est un puissant indicateur de l'hostilité entre les groupes. La polarisation, qui va au-delà de la simple aversion, se manifeste par la perception que certains individus sont moins humains ou adhèrent à un contrat social différent. Elle a contribué à certains groupes sont marginalisés, leurs préoccupations sont souvent ignorées. Cela ouvre la voie à un éventuel recours à la

violence pour faire entendre leurs revendications. La discrimination et les politiques d'exclusion alimentent les tensions entre ces groupes, intensifiant la haine et le risque de violence à leur rencontre. Dans le même temps, l'exclusion peut conduire à une séparation physique, exposant ces populations à la vulnérabilité et affaiblissant le « ciment » qui maintient la cohésion sociale.

En présence de griefs perçus ou réels, de plus en plus de personnes soutiennent la violence, mais cette tendance régresse à mesure que l'efficacité politique s'accroît.¹⁹ Cette dynamique peut créer des conditions propices à l'aggravation des conflits identitaires au sein d'une société.²⁰ Lorsque des individus ou des communautés sont privés de leurs droits fondamentaux, l'exclusion sociale et la polarisation s'en trouvent renforcées.

Au Yémen, les Muhamasheen ont fait l'objet d'une discrimination systématique en raison de leur position en marge des structures sociales traditionnelles et de leurs origines ethniques africaines présumées.²¹ Selon une enquête des Nations unies, il existe d'importantes disparités dans l'accès à des services tels que l'eau, l'assainissement, l'électricité et le logement.²² Cette discrimination a contribué à leur marginalisation au sein des

Dans les régions où la confiance et la légitimité font défaut, les revendications ont tendance à attiser davantage la violence.

Les motifs de mécontentement ont davantage de potentiel pour susciter la violence dans les rangs des personnes qui pensent que le système politique est peu susceptible d'apporter des solutions à

collectivités locales et à leur exclusion des services publics. En outre, ils opèrent en dehors des paramètres de sécurité de la société, ce qui accroît leur vulnérabilité face au conflit civil en cours. En outre, ils vivent sans pouvoir bénéficier des dispositifs de sécurité de la société, ce qui accroît leur vulnérabilité face au conflit civil en cours. Avec l'intensification du conflit et le déplacement massif de la population yéménite, les Muhamasheen ont souvent été livrés à eux-mêmes, errant dans les champs et d'un endroit à l'autre, se retrouvant fréquemment dans des endroits moins sûrs et plus instables, à proximité des zones de combat ou militaires.²³ De nombreux Muhamasheen n'ont pas eu accès aux emplois du secteur public, à l'exception de ceux liés à l'assainissement public et à la gestion des déchets. Cela a renforcé la discrimination qui régnait déjà, en contribuant à la stigmatisation des Muhamasheen en tant que personnes impures ou négligées. Pendant la pandémie de COVID-19, ils étaient particulièrement visés et attaqués parce qu'ils étaient perçus comme des porteurs du virus.

La probabilité qu'une atrocité de masse se produise augmente fortement lorsque les communautés à risque sont physiquement ou socialement isolées. Le risque d'atrocités augmente lorsque différents **leurs problèmes.**²⁸ Les inégalités perçues semblent jouer un rôle plus important que les inégalités réelles dans la compréhension du soutien à la violence.²⁹ Le sentiment de voir son groupe traité injustement par le gouvernement augmente systématiquement le soutien à la violence politique.³⁰

La violence, la confiance dans les forces de l'ordre et les institutions judiciaires sont étroitement liées.³¹ Les expériences

groupes au sein d'une société cessent de communiquer et d'interagir dans des espaces partagés. Au lieu de cela, ils créent leurs propres structures économiques, politiques et culturelles séparées, avec peu d'échanges entre elles.²⁴ L'isolement du reste de la société peut priver les individus ou les communautés de l'accès à des besoins fondamentaux tels que la nourriture, l'eau et les soins médicaux. En outre, l'isolement social peut conduire à la déshumanisation de certains groupes, ce qui permet de justifier plus facilement la violence à leur rencontre.

Par ailleurs, en cas d'isolement social, il peut être difficile pour des entités extérieures de surveiller la situation et d'intervenir en cas d'atrocités. Cet isolement permet ainsi aux auteurs de ces atrocités d'agir sans crainte d'être tenus responsables de leurs actes.

L'inégalité entre les groupes a été identifiée comme un facteur important augmentant la probabilité d'un conflit violent.²⁵ Elle peut se manifester par un accès inégal aux ressources économiques, aux services publics, aux processus politiques et au pouvoir, ce qui engendre des griefs intenses. Si ces revendications ne sont pas résolues, elles peuvent alimenter la violence. Ces risques sont extrêmement préjudiciables à la cohésion sociale lorsque les disparités s'inscrivent dans des clivages négatifs vécus avec les forces de sécurité de l'État contribuent au soutien apporté aux groupes armés non étatiques. À titre illustratif, au Mali, les jeunes ayant connu des victimes de violences commises par des agents du gouvernement malien sont plus enclins à commettre des actes de violence au nom de leur groupe religieux ou ethnique.³² Dans les endroits où la confiance du public vis-à-vis des institutions politiques est faible, des irrégularités électorales

sociaux tels que l'appartenance ethnique ou la religion.²⁶

Au Myanmar, l'isolement institutionnel, la discrimination légale et l'hostilité publique à l'égard des musulmans ont conduit à la création de « zones sans musulmans » et de camps.²⁷ Cette marginalisation institutionnelle et sociale a non seulement rendu cette population vulnérable aux attaques de 10 forces de sécurité Étatique, mais a également conduit à une acceptation générale de cette violence. Récemment, l'appareil militaire du Myanmar a pris des mesures pour diviser ou séparer les cantons qui étaient sous le contrôle du Conseil administratif de l'État. Lorsque les groupes sont de plus en plus séparés sur la base de critères ethniques et géographiques, cela peut faciliter l'application d'une stratégie de type « *diviser pour régner* ». Cette approche exploite les divisions sociales pour affaiblir l'opposition. Au Soudan du Sud, des camps spécifiques appelés « sites de protection des civils (PoC) » ont été établis pour séparer physiquement certaines communautés des autres groupes dont elles ont peur. Ce sont souvent des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) qui appartiennent à une communauté différente de la population d'accueil et qui craignent d'être attaquées en raison de leur identité. Les déplacés internes résidant dans les camps PoC et les communautés d'accueil sont confrontées à des obstacles physiques, tels que des clôtures et des points de contrôle, qui limitent leurs interactions. Cela amplifie la peur et minimise les chances d'interactions positives au quotidien.

mineures peuvent confirmer l'idée que les élections sont truquées et donc justifier le recours à la violence.³³

On a pu constater dans six pays touchés par des conflits que la confiance dans les institutions était le principal facteur de réussite des mesures de santé publique prises dans le cadre du COVID-19.³⁴ Par exemple, un niveau de confiance plus élevé dans les institutions nationales de santé

publique est associé à des taux de mortalité moins élevés dus au COVID-19, au SRAS et à l'Ebola.³⁵

Les menaces à la légitimité peuvent entraîner des mesures de répression. Pour maintenir leur autorité, les détenteurs du pouvoir ont tendance à réprimer les menaces perçues à l'encontre de leur légitimité. Une étude a révélé que, pendant que les individus qui se considèrent comme défavorisés sont plus susceptibles de soutenir la violence, les membres de groupes relativement privilégiés sont également plus susceptibles de soutenir la violence.³⁶ Cela pourrait s'expliquer en partie par leur crainte de perdre le pouvoir et/ou leur position politique ou économique. Au

l'impunité généralisée et plusieurs problèmes sociaux, notamment la mauvaise gouvernance, l'exploitation économique et les violations des droits de l'homme.⁴⁰ Les injustices qui se sont produites dans le passé jouent un rôle prédominant. Une analyse des atrocités qui se sont produites dans le passé au Sri Lanka et au Myanmar met en évidence l'effet cumulatif de l'impunité pour des crimes moins graves. Elle précise qu'« *en cas de revendications non résolues, les violations des droits qui se produisaient auparavant à l'échelle individuelle peuvent facilement se transformer en violations à l'encontre d'un groupe entier.* »⁴¹

L'absence de justice ou de responsabilité pour les préjudices subis contribue directement à la méfiance à l'égard des institutions. Au Soudan du Sud, bien que les mécanismes de réparation des violations des droits de l'homme soient reconnus,

la majorité des habitants des sites de protection des civils à Bor, Juba et Bentiu ne leur font pas confiance.⁴² La Commission

Myanmar, l'armée a lancé une violente répression contre les manifestations et les mouvements «mouvements pro-démocratiques» qui ont vu le jour à la suite de leur reprise du contrôle du gouvernement. Dans le cadre de la lutte contre le COVID-19, de nombreux gouvernements ont eu recours à la police et à l'armée en vue d'imposer des mesures de santé publique. Dans certains pays, comme le Nigeria, où le lien de confiance entre les citoyens et les forces armées était déjà faible, l'extension des 11 mandats et des pouvoirs permettant d'imposer des mesures de confinement COVID-19 a entraîné une augmentation des tensions et de la violence, comme les violations des droits de l'homme associées aux manifestations #ENDSARS.³⁷

La tentation de recourir à la violence s'accroît lorsque la population se sent désarmée, marginalisée ou impuissante.

Les individus aspirent à donner un sens à leur existence tout en cherchant à influencer leur environnement dynamique. Le concept de « capacité d'action » fait référence à la capacité perçue des individus à agir sur leur volonté, à influencer leur relation avec la société et à la transformer. La Banque mondiale a souligné que les obstacles réels ou perçus à la mobilité ascendante alimentent les tensions sociales et menacent le contrat social.⁴⁶ En outre, l'acceptation de

des droits de l'homme des Nations Unies souligne que l'impunité pour les crimes graves commis dans le Soudan du sud

Le manque de confiance vis-à-vis du gouvernement peut également entraîner des violences préventives à l'encontre de ses membres. Moment où l'épidémie d'Ebola sévissait en République démocratique du Congo, le manque de confiance manifesté par les communautés rurales de l'est du pays a provoqué une réaction violente face à la campagne de santé publique visant à lutter contre le virus. Les professionnels de la santé publique sont devenus l'objet de frustrations et de tensions longtemps accumulées entre certaines communautés et le gouvernement. Au sein de ces communautés, beaucoup ont perçu les actions du gouvernement comme une

tentative de les éradiquer, ce qui a déclenché une réaction défensive. En 2019, il y a eu plus de 300 incidents violents dirigés contre des agents de la santé et des hôpitaux.³⁸ Certaines idées ou croyances ont continué à exister au sein des communautés affectées par le conflit en République démocratique du Congo, même pendant la propagation de la COVID-19. Dans la région du Nord-Kivu, les communautés locales ont interprété la propagation de la COVID-19 et le manque de respect des protocoles de sécurité par le gouvernement comme une forme d'« *extermination* »³⁹

L'impunité et la violence sont étroitement liées. Il y a une forte corrélation entre

Possibilités d'améliorer les mesures d'intervention précoce

Renforcer la cohésion sociale et atténuer la polarisation constituent des stratégies d'intervention précoce efficaces pour prévenir les atrocités. Une intervention précoce efficace requiert un engagement à deux volets: atténuer les conditions favorisant la violence et développer des capacités pour une réponse rapide en vue de la désescalade. Ce rapport examine la consolidation de la paix au niveau local dans dix situations d'atrocités à haut risque. Il a pour but d'identifier les éléments constitutifs d'une intervention précoce efficace.

« *alimente la violence et la misère* » pour les civils.⁴³ Au Nigeria, même si les habitants signalent des activités suspectes ou des

menaces aux forces de sécurité, ils ne reçoivent souvent pas une réponse appropriée ou suffisante. Un habitant de l'État

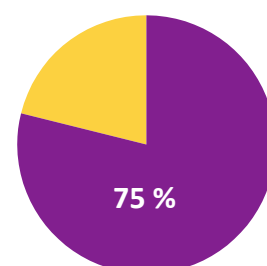
du Plateau a exprimé son désarroi en déclarant: «*Quand on a des informations sur une attaque imminente et qu'on les communique aux agences de sécurité, aucune mesure n'est prise pour l'empêcher. Nous n'avons plus confiance dans les services de sécurité.* »⁴⁴ Cette situation engendre des représailles pour des crimes non résolus et incite à la violence préventive pour se protéger et protéger les communautés. Au Mali, l'augmentation de la criminalité et des activités des groupes armés, combinée à l'absence de services judiciaires pour traiter ces cas, sont identifiées par les habitants comme les principaux déclencheurs des conflits qui font rage à Mopti. Les habitants de Mopti ne font plus autant confiance au gouvernement et l'inaction face à la violence les amène à douter de la capacité des institutions à assurer leur protection et à rendre justice.⁴⁵ La violence est plus probable dans les situations où la population ne croit pas pouvoir régler ses problèmes de manière pacifique.⁴⁷ Ceux qui n'y parviennent pas par les voies légales établies peuvent se tourner vers d'autres sources de pouvoir et donner un sens à leur vie. Une analyse a été effectuée sur le soutien à la violence politique dans plusieurs pays. *Elle a conclu que si les individus pensent que leurs problèmes peuvent être résolus par des moyens politiques conventionnels, leur indignation peut être dirigée vers une opposition pacifique plutôt que vers la violence. Cela contribue à affaiblir la capacité d'une insurrection violente à prendre racine.* »⁴⁸

Les groupes radicaux comptent sur les communautés locales pour assurer leur survie. Le fait de pouvoir exercer une plus grande influence sociale est l'une des raisons pour lesquelles les gens sont attirés par les groupes extrémistes. Les témoignages d'anciens extrémistes au

Yémen révèlent leur aspiration à acquérir un statut au sein de la communauté, à gagner le respect de leurs pairs et de leurs familles et à accéder à des postes de responsabilité, justifiant ainsi leur adhésion à des organisations extrémistes. Les individus recherchent instinctivement le pouvoir, et lorsqu'ils ne le trouvent pas au sein de leur communauté, ils peuvent être tentés de l'explorer ailleurs.

Des dispositifs inclusifs et diversifiés pour la paix renforcent la capacité, la légitimité et l'efficacité des actions de prévention des atrocités.

Pour prévenir les atrocités, il est nécessaire de mettre en place un dispositif de paix composé d'individus et de structures qui soient à la fois inclusifs et capables de transformer les conflits de manière non violente. Cela exige du temps et de l'engagement. Selon une analyse réalisée sur plus de trente ans, le temps minimum nécessaire pour obtenir un changement institutionnel est de sept ans. Parallèlement, ces engagements génèrent une valeur tangible pour leurs communautés, avec des résultats tels que l'amélioration de l'action individuelle et la réduction de la violence. Une étude a été menée pour évaluer l'efficacité des programmes de consolidation de la paix dans les États du Plateau et de la Bénoué au Nigeria. L'étude a révélé que 75 % de ces programmes ont réussi à faire baisser le nombre de morts et à atténuer la violence dans les régions où ils ont été mis en œuvre.⁴⁹



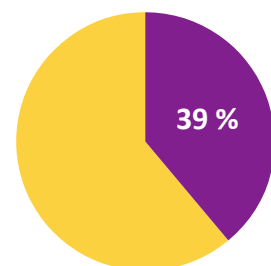
75 % des programmes ont fait baisser le nombre de décès et atténué la violence dans les régions concernées.

L'autonomisation des individus et des communautés

par l'acquisition de connaissances, de compétences et de ressources peut renforcer la stabilité. Dans différents contextes, de tels programmes ont permis aux individus (ambassadeurs de paix, médiateurs internes, « *diseurs de vérité* », etc.) d'acquérir des compétences leur permettant de comprendre, d'identifier et de répondre aux tendances et aux facteurs déclencheurs de conflits au sein de leurs communautés. Les résultats révèlent que les programmes qui offrent aux individus les compétences et les possibilités d'aborder les problèmes de conflit renforcent l'autonomie et le sentiment de pouvoir faire évoluer la situation. Cela se traduit de différentes manières, notamment par une résistance accrue au recrutement dans des groupes armés ou par des actions individuelles visant à résoudre les conflits de manière pacifique.

À titre d'exemple, dans l'un des plus anciens conflits de l'est de la RDC, les représailles cycliques entre les groupes armés non étatiques, les forces de sécurité et les communautés ont donné lieu à des violations des droits de l'homme telles que le viol, la torture, le meurtre et le recrutement dans des groupes armés. Le traumatisme infligé à la population à la suite du conflit a été associé à un risque accru de perpétrer des atrocités, à la présence de normes sociales préjudiciables (y compris des discours de haine et des rumeurs mobilisant la violence), et a sapé les efforts de réconciliation.⁵⁰ 39 % des membres de la communauté

ont exprimé un « *désir de vengeance* » et un nombre encore plus important a signalé d'autres formes de traumatisme, notamment la dépression, l'anxiété, les cauchemars et l'insomnie.⁵¹



39 % des membres de la communauté ont exprimé un « *désir de vengeance* » et un nombre encore plus important a signalé d'autres formes de traumatisme.

Dans ce contexte, des personnes formées ont organisé des ateliers mensuels pour aider les membres de la communauté à surmonter les traumatismes associés aux conflits persistants. Ces ateliers, qui se déroulaient parallèlement à des représentations théâtrales communautaires, ont permis d'aborder les questions liées aux conflits et de gérer les traumatismes. Ces interventions ont freiné les actes de violence et modifié les perceptions individuelles quant à leur acceptation. Un membre d'un groupe d'autodéfense a déclaré ceci : « *Avant ma formation en tant qu'accompagnateur communautaire pour la guérison des traumatismes, j'étais associé à la force d'autodéfense Twirwaneho. Après tous les enseignements que j'ai reçus et tous les témoignages des personnes que j'aide à guérir de leurs traumatismes, j'ai décidé de ne plus participer au combat. Je veux être un acteur de paix et aider les autres à le devenir.* »

Au Soudan du Sud, les communautés de Magwi et de Nimule ont mis en place un système d'alerte préventive pour surveiller les conflits. Les observateurs des conflits et

les membres des comités de paix formés ont constaté une « *réduction significative* » des attaques sur l'autoroute Juba-Nimule, une diminution des cas de violence domestique et de viol, ainsi qu'une baisse des conflits fonciers lorsque les gens reviennent des camps de déplacés et de réfugiés.⁵²

Dans le contexte du Soudan du Sud, un mobilisateur communautaire de Magwi a déclaré ceci : « les conflits ont diminué parce que les membres de la communauté savent maintenant vers quelle intervention. Les cas identifiés sont immédiatement communiqués aux membres du comité de paix ou aux observateurs de conflits, et souvent les personnes concernées choisissent de venir au bureau pour soumettre leur rapport. Aujourd'hui, de jeunes Acholis se rendent dans les communautés du camp pour acheter du lait, ce qui témoigne d'une confiance croissante entre les deux

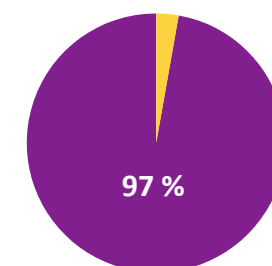
En Syrie, les personnes formées à la médiation ont joué un rôle important dans la gestion des conflits. Elles ont contribué à identifier les problèmes susceptibles de déboucher sur un conflit et ont créé des moyens de les résoudre de manière non violente. Un exemple notable est celui d'un

différend qui a éclaté entre deux habitants importants d'al Bab au sujet de l'enregistrement d'une brigade armée dans la ville. Ce différend a dégénéré en un échange de coups de feu, créant des tensions au sein de leurs groupes respectifs, avec des accusations de tentative de meurtre. Les groupes armés locaux de la ville ont commencé à planifier des représailles. Cependant, grâce à l'intervention de médiateurs locaux formés, une réunion a été organisée entre les groupes armés locaux, les responsables de la sécurité, les personnes influentes et les civils concernés.

Cette réunion a permis de résoudre le conflit, car les groupes concernés ont retiré leurs plaintes et ont admis qu'ils n'étaient pas animés de mauvaise volonté.⁵³

Les structures communautaires inclusives qui se consacrent à la résolution des conflits jouent un rôle essentiel dans le traitement des questions conflictuelles. De plus, elles contribuent à réduire le manque de confiance à l'égard des institutions. Bien que la population ne soit pas en mesure de résoudre les conflits par elle-même, ces structures, qui font partie d'un dispositif de paix plus large, créent un cadre pour l'engagement de toutes les parties prenantes. Elles constituent une plateforme d'alerte précoce et de réponse rapide aux conflits. Ces structures ont été efficaces même dans des régions où l'impunité était élevée et la confiance institutionnelle faible. Dans d'autres cas, il y avait déjà des systèmes fiables en place pour résoudre les conflits au sein de la communauté. Cependant, leur capacité à traiter efficacement les problèmes qui leur étaient présentés était limitée. Par exemple, en République centrafricaine, 88 % des

jeunes formés à la médiation communautaire ont déclaré avoir contribué à la résolution de conflits.⁵⁴ Au Mali, 97 % des habitants de Bandiagara, Bankass et Koro estiment que les « *ambassadeurs de la paix* » formés avaient joué un rôle important dans la gestion des conflits et l'amélioration de la situation.⁵⁵



Au Mali, 97 % des habitants de Bandiagara, Bankass et Koro estiment que les « *ambassadeurs de la paix* » formés avaient joué un rôle important dans la gestion des conflits et l'amélioration de la situation.

Au Mali, l'amélioration de la qualité de l'information et la création d'un environnement médiatique sain ont contribué à réduire la violence. La couverture médiatique du conflit associe souvent la violence des groupes extrémistes aux conflits ethniques liés aux ressources naturelles.

Environ 75 % des habitants de Mopti interrogés ont déclaré ne pas avoir accès à des informations fiables sur le conflit, reprochant aux stations de radio musicales leur rôle dans l'exacerbation des violences intercommunautaires.⁵⁶ Un journaliste a déclaré ceci : « *Notre approche du reportage consistait à identifier l'appartenance ethnique des assaillants plutôt que de simplement rapporter les faits des attaques.* » Cependant, la formation des journalistes à une approche sensible aux conflits, combinée à une programmation axée sur la paix, a amélioré les perceptions des conflits et des personnes impliquées. Les animateurs de radio, qu'il s'agisse d'informations ou de musique, ont été formés à la diffusion de messages et de publicités sur des sujets liés à la paix et pertinents pour les communautés. Ces

initiatives ont permis d'augmenter de 52 % l'accès aux analyses mensuelles des conflits et des risques, **98 % des membres de la communauté estiment que cela a contribué à prévenir les atrocités et à réduire la violence dans leur région.**⁵⁷ Un habitant de Bandiagara a déclaré ceci : « Notre compréhension de la crise a changé. Nous pensions que toute la violence était due au conflit entre les Peulhs et les Dogons, mais grâce au projet, nous savons maintenant que ce n'est pas le cas. »



En Guinée, les informations contradictoires diffusées par les médias ont alimenté la méfiance et la désinformation. La création d'une plateforme réunissant des professionnels des médias et de la société civile a permis d'améliorer l'exactitude des reportages et de contrer la rhétorique de division propagée par les élites politiques en faveur de l'ethnocentrisme. Au cours de la période préélectorale, les parties prenantes ont noté que l'amélioration du paysage audiovisuel avait apaisé les tensions avant les élections, en réduisant la méfiance et la

violence provoquées par la désinformation.⁵⁸

L'implication locale est essentielle pour anticiper et prévenir les conflits. Souvent, les alertes et les solutions émergent de la communauté elle-même. Par exemple, dans les États de Borno (sud) et d'Adamawa (nord) du Nigeria, touchés par les insurrections de Boko Haram et de l'ISWAP, trois niveaux de réseaux d'intervention communautaire ont permis de gérer efficacement une trentaine de conflits par mois. Ces derniers allaient d'attaques potentielles par des groupes armés à des violences sexuelles et sexistes.⁵⁹ Opérant au niveau communautaire, ces réseaux ont facilité la collaboration entre les chefs de communautés, les forces de sécurité et les représentants du gouvernement afin d'identifier conjointement les problèmes de conflit et d'y répondre.

Au Myanmar, les rumeurs et la désinformation sont des facteurs majeurs de la violence intercommunautaire.⁶⁰ La peur et les préjugés à l'égard des musulmans, alimentés par les discours au niveau mondial de « *prise de pouvoir par les musulmans* » sont omniprésents. Les rumeurs fondées sur ces discours ont provoqué des violences ethniques et religieuses.⁶¹ Les comités d'information communautaires,

avait l'intention d'attaquer des villageois Luba, ce qui a provoqué une véritable panique. Les jeunes de Luba se sont armés pour faire face à ce qu'ils considéraient comme une « *défense préventive* ». Les comités de paix ont réussi à entrer en contact avec le chef militaire et à le convaincre de faire une déclaration publique réfutant la rumeur. Aussi, ils se sont engagés auprès des jeunes de Luba pour les dissuader de lancer une attaque préventive.

composés de responsables officiels et officieux formés à l'identification des rumeurs et de la désinformation, ont joué un rôle crucial. Ils ont permis d'éviter que de nombreuses rumeurs ne déclenchent des violences et de résoudre de nombreux conflits avant leur explosion.⁶² Par exemple, une rumeur a été répandue selon laquelle un moine bouddhiste avait été tué par un musulman à Amarapura. Cette rumeur a créé un climat de tension dans la communauté locale. Le comité d'information de la communauté a dépêché ses correspondants au monastère, au chef de quartier et à la police pour vérifier les faits. Une fois qu'il a été confirmé qu'aucun incident n'avait eu lieu, cette information a été largement diffusée, à la fois sur les médias sociaux et par le bouche-à-oreille. Cela a joué un rôle crucial dans l'apaisement des tensions et la prévention du type de violence ethnique ou religieuse observée dans d'autres régions du pays en réponse à de tels rapports.⁶³

En période de stabilité, l'amélioration de la cohésion sociale porte des fruits qui se révèlent précieux lors des crises.

Des structures de paix solides permettent d'intervenir dans des situations instables et imprévisibles. Les compétences individuelles et collectives enracinées

Les programmes d'intervention rapide sont plus efficaces lorsqu'ils reposent sur des relations et des structures qui sont considérées comme dignes de confiance et légitimes. En temps de crise, une intervention rapide est essentielle pour éviter toute escalade. Les périodes d'instabilité ou de transition politique peuvent perturber l'aide étrangère, compromettant un soutien vital pour prévenir

localement pour détecter les conflits et y répondre peuvent cibler les éléments déclencheurs de la violence, même en cas de violence persistante. En République démocratique du Congo, un conflit intercommunautaire intense entre les groupes Twa et Luba a ravagé le nord de la province du Tanganyika. De 2015 à 2017, le nombre de déplacés dans le nord de la région a doublé et les milices armées, souvent en confrontation avec l'armée, se sont multipliées.⁶⁴ En 2017, face à l'escalade de la crise, le HCR a enregistré 12 000 cas de violations des droits de l'homme.⁶⁵ Dans une situation où l'insécurité est omniprésente, les rumeurs ont déclenché une série d'incidents violents graves entre différentes communautés. Cela comprend des actes de violence préventive et des représailles. Les acteurs politiques ont souvent tiré parti des clivages ethniques existant entre les groupes twa et luba. Ils ont répandu des rumeurs et utilisé un discours provocateur pour tenter de manipuler la situation politique et sécuritaire locale à leur avantage. Neuf comités de paix ont réussi à réduire le nombre de facteurs déclenchant la violence et à freiner l'escalade de celle-ci dans leurs communautés. Par exemple, une rumeur circulait selon laquelle un chef militaire Twa

l'escalade de la violence. La confiance et la légitimité, essentielles à la prévention des atrocités, sont également menacées. L'investissement et le soutien à la mise en place de structures pendant les périodes stables jettent les bases d'une intervention rapide en temps de crise. Par exemple, dans l'État du Plateau au Nigeria, des donateurs ont financé la création de plateformes dédiées à la surveillance des conflits et au dialogue entre les communautés. Ces

plateformes ont été développées sur plusieurs années et dans le cadre de différents projets. Alors que les niveaux de violence ont augmenté en 2018 et 2019 dans le Plateau, et que le risque d'actes atroces s'est accru, les régions où des dialogues de paix étaient déjà en place ont connu une diminution de la violence.⁶⁶ Comme l'a fait remarquer une source d'information clé, « lorsque la violence a éclaté dans d'autres zones de gouvernement local, les zones dans lesquelles il y avait des participants au programme et des structures étaient moins susceptibles de connaître une crise. En outre, ces régions ont été mieux à même de réunir les différentes parties concernées afin de prévenir de nouvelles violences et d'y faire face ».

L'accès à des informations fiables et la gestion efficace de la désinformation pendant une crise sont essentiels pour

exacerbant leur repli sur soi. Les quartiers majoritairement musulmans et chrétiens de la capitale Bangui sont devenus « des zones sensibles », interdites aux étrangers en raison du risque d'agression. Les musulmans éprouvaient un sentiment d'insécurité dans les quartiers à prédominance chrétienne, et réciproquement. À chaque manifestation de violence, des protestations et des rassemblements massifs s'ensuivaient. Les cycles récurrents de violence en représailles étaient monnaie courante. Les interactions entre individus de confessions différentes étaient presque inexistantes, limitées à des moments de violence. Cette dynamique contribuait à creuser le fossé entre les communautés et renforçait le sentiment de non-appartenance « à l'autre ». La moitié des jeunes estimaient qu'ils n'avaient rien en commun avec les membres de l'autre communauté.⁶⁷

En réponse, un programme a lancé une série d'activités visant à soutenir les moyens

prévenir l'escalade de la violence et garantir la sécurité des personnes. En Afghanistan, par exemple, la disponibilité et l'accès à des informations actualisées sur les conflits

et les chrétiens de partager des activités récréatives ou de visiter leurs quartiers respectifs était inexistante. Aujourd'hui, le fait qu'ils pratiquent des activités sportives ensemble et qu'ils interagissent est un changement positif qui favorise le rétablissement de

ont renforcé la sécurité des défenseurs des droits de l'homme. Les groupes d'alerte précoce ont collecté et diffusé des « images de subsistance et à promouvoir la solidarité communautaire. L'objectif était de redécouvrir les valeurs et les activités communes, tout en encourageant les interactions positives entre les jeunes chrétiens et musulmans. Les événements culturels et sociaux ont largement contribué à mettre en lumière la nature humaine commune. Au bout d'un an, la quasi-totalité des jeunes interrogés étaient capables d'identifier les points communs qu'ils partageaient, et près de 90 % des participants ont déclaré qu'ils respectaient davantage les autres groupes qu'auparavant.⁶⁸ Restaurer l'humanité et le respect a contribué à calmer l'environnement tendu à Bangui. Un habitant de Bangui a fait remarquer que, malgré plusieurs incidents violents survenus après la fin de l'intervention, aucun n'a dégénéré en soulèvement populaire ou en affrontements intercommunautaires.

en temps réel de conflit » , permettant aux gens de comprendre les risques d'atrocités et leurs aspects en Afghanistan. Ces groupes d'ont partagé des informations sur les tendances, les événements et les déclencheurs de conflits dans six provinces. Divers acteurs de la société, tels que les militants des droits de l'homme, les enseignants, les journalistes, les groupes ethniques non dominants et les anciens fonctionnaires, ont utilisé ces rapports pour évaluer leur niveau de risque personnel, identifier les situations potentiellement dangereuses et prendre les mesures nécessaires pour assurer leur protection.

Unir les gens par le biais de la collaboration atténue les clivages.

Le fait de rétablir ou de créer des interactions positives entre des groupes

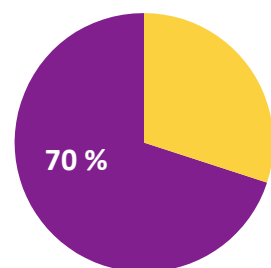
« À la différence de ce qui s'est passé ces dernières années, nous sommes heureux de vivre ensemble aujourd'hui. Nous nous considérons désormais comme des frères et des

Les événements sociaux et culturels jouent un rôle crucial dans l'atténuation de la violence. Au Nigeria, les conflits entre les éleveurs peuls, majoritairement musulmans, et les agriculteurs, majoritairement chrétiens et d'origines ethniques diverses, ont été marqués par des attaques préventives et des représailles. En raison de leurs différences ethniques, religieuses, économiques et de mode de vie, ces deux groupes interagissent rarement au-delà d'une confrontation ou d'un contact occasionnel. Cette division a créé un dangereux fossé social, déshumanisant

divisés joue un rôle crucial dans la prévention de la violence et des atrocités.

Par exemple, en République centrafricaine, lorsque la coalition rebelle Seleka a pris le pouvoir en 2013, des milices locales anti-Balaka se sont formées et ont attaqué les positions de la Seleka. La majorité des membres de la Seleka étant de confession musulmane et la plupart des combattants anti-balaka affiliés aux religions chrétienne ou animiste, le conflit a rapidement évolué vers une dimension religieuse. En l'espace de quelques mois, la situation a atteint un point critique. Le conflit armé a donné lieu à des actes de violence, notamment des assassinats et des « purges », motivés par des considérations religieuses et identitaires. Les répercussions de ces violences ont rapidement isolé les communautés musulmanes et chrétiennes,

chaque communauté aux yeux de l'autre. Pendant trois ans, dans trois États, des festivals interculturels, des représentations théâtrales et des émissions de radio ont rassemblé des communautés d'agriculteurs et d'éleveurs afin d'encourager un dialogue positif et des liens de coopération. Les communautés ayant participé à ces événements culturels ont vu leur taux de mortalité diminuer de 63 % au cours de cette période et le nombre d'incidents violents à l'encontre des civils a été réduit de moitié.⁶⁹ Près de 70 % des participants ont déclaré que les spectacles de danse et les événements interculturels avaient amélioré leur compréhension culturelle de l'autre groupe.⁷⁰



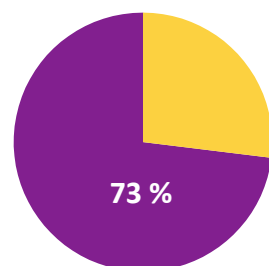
70 % des participants ont déclaré que les spectacles de danse et les événements interculturels avaient amélioré leur compréhension culturelle de l'autre groupe.

Au Mali, le conflit identitaire entre les Peul et Dogon, exacerbé par leurs milices armées respectives, a engendré des tensions et de la méfiance au sein des communautés. Dans des régions comme la préfecture de Bandiagara, les deux groupes ont interrompu toute forme de collaboration et d'échange.⁷¹ Des séances de théâtre participatif ont permis de réunir ces communautés, en offrant une représentation vivante de l'aspect humain du conflit. Les participants de ces régions ont noté une corrélation entre les séances de théâtre participatif et la réduction des atrocités. Elles ont contribué à changer les attitudes et les perceptions au sein de la communauté, jouant ainsi un rôle préventif contre la violence et les atrocités.⁷²

Les médias engagés dans le changement social peuvent faire évoluer les normes sociales et mettre fin à la stigmatisation.

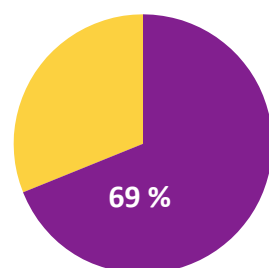
Au Soudan du Sud, les initiatives locales de consolidation de la paix axées sur les traditions et les valeurs communes, telles que les médias, la musique et les sports, ont contribué à renforcer le sentiment d'unité nationale. Ceci est particulièrement important, car les communautés où l'identification ethnique prévaut sur l'identité nationale sont étroitement liées à une plus grande tolérance

de la violence à l'égard d'autres groupes dans le pays. Dans les régions où des programmes radiophoniques axés sur la paix sont diffusés, le nombre de personnes partageant le plus fortement leur identité nationale a augmenté de 69 %.⁷³ Par exemple,

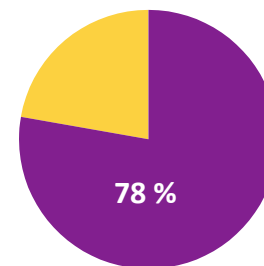


Dans les régions où des programmes radio prônant la paix sont diffusés, le nombre de personnes affichant fermement leur identité nationale a augmenté de 69 %.

l'émission radiophonique Hiwar al Shabab a offert aux jeunes la possibilité de discuter des éléments du conflit et a encouragé les auditeurs à briser les stéréotypes sociaux, religieux et géographiques. Après un an de diffusion, les auditeurs étaient 78 % plus susceptibles de faire confiance à des personnes d'autres tribus que ceux qui ne suivaient pas l'émission, selon l'enquête de référence.⁷⁴ personnes déplacées dans le nord du Yémen et les communautés d'accueil dans le sud ont produit de courtes vidéos mettant en lumière des histoires de collaboration entre groupes, des valeurs partagées et des points de convergence. Ces vidéos ont contribué à améliorer la compréhension mutuelle, 73 % des personnes interrogées estimant qu'elles ont favorisé une meilleure perception intercommunautaire.⁷⁵



Après un an de diffusion, les auditeurs étaient 78 % plus susceptibles de faire confiance à des personnes d'autres tribus que ceux qui ne suivaient pas l'émission, selon l'enquête de référence.



Les vidéos ont contribué à améliorer la compréhension mutuelle, 73 % des personnes interrogées estimant qu'elles ont favorisé une meilleure perception intercommunautaire.

À Al Dhale, des élèves issus de minorités religieuses et ethniques ont pris part à un concours artistique avec des élèves appartenant à des communautés majoritaires. Les participants ont ensuite déclaré que cela avait changé leur point de vue sur les groupes minoritaires : « Avant cet événement [je] n'aurais jamais imaginé que les étudiants des groupes minoritaires pouvaient avoir une telle créativité. »⁷⁶

L'espace de dialogue renforce la résilience et la solidarité, en particulier dans les endroits où il se rétrécit au détriment de la société civile. En Afghanistan, des séances de thérapie de groupe et des réunions de coordination de la société civile ont permis aux acteurs concernés d'accéder à un soutien psychosocial et à la solidarité. Cela permet également à ces personnes et à leurs institutions de subsister dans un environnement opérationnel loin d'être facile.

Recommandations

Les recherches ont montré qu'une programmation complémentaire et étendue permet d'obtenir des résultats meilleurs et plus durables. La cohésion sociale et la polarisation sont des facteurs de risque d'atrocités. Il existe des moyens d'y remédier et des approches qui réduisent efficacement ces risques.

d'architectures de paix inclusive et diversifiée dans le pays. Cela signifie aussi

Agir au plus vite pour consolider la cohésion sociale et atténuer la polarisation en vue de prévenir les actes d'atrocité.

L'objectif des programmes d'action précoce doit être de renforcer la cohésion sociale et de réduire la polarisation pendant les périodes de stabilité. Cela nécessite un engagement à long terme, une réponse

intégrée et un financement spécifique à travers les instances chargées de la diplomatie, du développement et de la défense.

- Faire du renforcement de la cohésion sociale et de la réduction de la polarisation des priorités relevant de la sécurité nationale au niveau de la diplomatie, du développement et de la

- Veiller à ce que l'ampleur et la durée des premières initiatives sont adaptées à l'objectif fixé. Les avantages de l'investissement dans la cohésion sociale prennent du temps à se manifester. Former des comités de paix, faire évoluer le discours et instaurer la confiance exigent un engagement à long terme et des cycles de programmation qui vont au-delà des 18 à 24 mois habituels. Les programmes d'intervention rapide aux opportunités ou crises émergentes requièrent une méthode différente de distribution des ressources, permettant une mobilisation immédiate. Pour être efficace, la prévention doit se faire dans les deux sens.

- Examiner comment les agences en charge de la diplomatie, du développement et de la défense contribuent à l'amélioration de la cohésion sociale et à la réduction de la polarisation à travers leurs portefeuilles dans les pays prioritaires en matière de risques d'atrocités. Cela doit comprendre un cadre d'impact commun pour mesurer et suivre les facteurs essentiels de risque et de prévention (par exemple, la violence, la légitimité, l'action des agences, etc.) auxquels toutes les institutions contribuent.

défense. Cela implique de fixer des objectifs dans les stratégies de partenariat et d'engagement concernant l'amélioration de la cohésion sociale et la mise en place

un engagement constant en période de stabilité comme en temps de crise.

- Assurez-vous de maintenir les aides humanitaires et autres pour soutenir les personnes exposées aux violences en temps de crise. Veillez à ce que les sanctions et autres mécanismes ne compromettent pas l'accès des organisations locales aux ressources et à l'aide nécessaires.

- Mettre en place une architecture de paix inclusive et diversifiée

au fil du temps afin de réduire les facteurs de risque d'atrocités et de fournir des mécanismes de réponse rapide pour apaiser les conflits en temps de crise.

- Renforcez et soutenez les efforts des communautés qui veillent à favoriser la désescalade, lorsque c'est possible et sans danger.

- Identifier un point focal dans les ambassades et les missions dont la tâche consiste à comprendre

qu'il faut améliorer les moyens permettant de soutenir et de renforcer les organisations, les mouvements et les groupes qui sont les mieux placés pour comprendre les situations de violence aiguë et y répondre.

- Investir dans des structures inclusives pour identifier, analyser et répondre aux conflits pendant les périodes

de stabilité. Les structures communautaires et gouvernementales de prévention et de gestion des conflits peuvent constituer des instruments efficaces pour réduire les risques d'atrocités, même si elles sont nombreuses à avoir besoin de temps pour inspirer la confiance, l'accessibilité et la crédibilité auprès des populations qu'elles servent. Une fois cette base établie, elles peuvent être la première ligne de défense en temps de crise.

- Faire de la prévention des atrocités une priorité dans l'allocation des fonds. Augmenter les investissements dans le domaine de la cohésion sociale et la polarisation. Aux États-Unis, il s'agit des programmes de l'USAID portant sur la réconciliation et sur la démocratie, les droits humains et la gouvernance, ainsi que des fonds du département d'État pour la démocratie, les droits de l'homme et la prévention des atrocités.

Intensifier votre engagement, en particulier en temps de crise.

L'engagement en faveur d'objectifs de paix à long terme, à travers la diplomatie, la proximité physique et les investissements des donateurs, a tendance à diminuer en temps de crise. Et pourtant, c'est précisément à ce moment-là qu'il faut encore plus d'engagement pour prévenir les atrocités. Une prévention efficace des atrocités nécessite

où se situent les capacités locales de prévention des atrocités et mettre en place des moyens de communication fiables en temps de crise.

Partager les enseignements tirés de la prévention des atrocités et les appliquer à la planification.

Le caractère délicat de la prévention des atrocités pose souvent des problèmes en ce qui concerne le partage des connaissances entre les pays, les donateurs, les praticiens et les décideurs. Établissez une base factuelle pour les stratégies et les programmes efficaces de prévention des atrocités, en partageant les leçons tirées de l'expérience et les possibilités d'actions conjointes, chaque fois que c'est possible.

- Les spécialistes de la prévention des atrocités doivent intégrer une section distincte qui traite

spécifiquement de la programmation « d'action précoce » dans les rapports contextuels et les stratégies publiques par pays/région. Les organismes gouvernementaux chargés de la prévention des atrocités doivent se réunir au moins une fois par an avec la société civile pour discuter des actions de prévention menées dans chaque région et des enseignements qui ont été tirés.

- Communiquez des observations générales ou expurgées sur les réussites et les échecs par l'intermédiaire de réseaux de praticiens, de décideurs et de donateurs, tels que la plateforme ConnexUs. Partagez les caractéristiques générales des facteurs de conflit et des approches efficaces.
- S'assurer que les mises à jour contextuelles constantes et l'expérience des praticiens guident les choix de programmation. Favoriser la souplesse des programmes et intégrer des moments de réflexion, en encourageant les responsables à partager ouvertement les enseignements tirés et les meilleures pratiques, tout en garantissant leur sécurité.
- Renforcer la coordination et l'échange de connaissances entre les experts en prévention des conflits, droits de l'homme et démocratie, afin d'améliorer l'enrichissement mutuel et l'harmonisation des objectifs.

Références

1. « *Populations à risque* », Centre mondial pour la responsabilité de protéger, Ralph Bunche Institute for International Studies, <https://www.globalr2p.org/populations-at-risk/>.
2. « *States of Fragility 2018: Actualités* », OCDE, https://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/docs/OECD%20Highlights%20documents_web.pdf.
3. « *Rapports et publications 2023* », Global Focus, UNHCR, <https://reporting.unhcr.org/globalappeal#:~:text=117.2%20million%20people%20will%20be,2023%20C%20according%20to%20UNHCR%27s%20estimations>.
4. Charles H. Anderton et Jurgen Brauer, « *Atrocités de masse et leur prévention (Mass Atrocities and their Prevention)* », *Journal of Economic Literature* 59, n° 4 (2021), 1240-92.
5. Charles H. Anderton et Jurgen Brauer, « *Atrocités de masse et leur prévention (Mass Atrocities and their Prevention)* », *Journal of Economic Literature* 59, n° 4 (2021), 1240-92.
6. David Lawder et Kanishka Singh, « *Yellen : Les actions de l'Iran ne sont pas impactées par les sanctions dans la mesure où les États-Unis le souhaiteraient* », Reuters, 23 mars 2023, <https://www.reuters.com/world/yellen-irans-actions-not-impacted-by-sanctions-extent-us-would-like-2023-03-23/>.
7. « *Le Conseil de sécurité exige la fin immédiate de la violence au Myanmar, exhorte à la retenue, à la libération des prisonniers détenus arbitrairement* », Adoptant la résolution 2669, Conseil de Sécurité des Nations Unies, décembre 2022, <https://press.un.org/en/2022/sc15159.doc.htm>.
8. « *République démocratique du Congo : la situation des droits humains* », Amnesty International, <https://amnesty.org/en/location/africa/east-africa-the-horn-and-great-lakes/democratic-republic-of-the-congo/report-democratic-republic-of-the-congo/>.
9. « *Projet d'alerte précoce (Early Warning Project)* », Centre Simon-Skjodt pour la prévention des génocides du United States Holocaust Memorial Museum et Centre Dickey pour la International Understanding du Dartmouth College, <https://earlywarningproject.ushmm.org/>.
10. « *Synthèse sur la cohésion sociale* », Programme des Nations Unies pour le développement, 2020, <https://www.undp.org/ukraine/publications/social-cohesion-brief>.
11. « *Cadre de cohésion sociale* », (Social Cohesion Framework) Search for Common Ground et le Programme des Nations unies pour le développement, 2017, <https://www.sfcg.org/wp->

[content/uploads/2017/02/SC2
Framework-copy.pdf.](#)

12. « *Construire la cohésion sociale au milieu d'un conflit : Identifier les défis, mesurer les progrès et maximiser les résultats* », Search for Common Ground, 2020.

13. « *Qu'avons-nous appris sur les facteurs de risque et les signes avant-coureurs du génocide ? (What have we learned about the risk factors and warning signs of genocide?)* », Holocaust Encyclopedia, United

States Holocaust Memorial Museum, <https://encyclopedia.ushmm.org/content/en/question/what-have-we-learned-about-the-risk-factors-and-warning-signs-of-genocide>.

14. Charles H. Anderton et Jurgen Brauer, « *Atrocités de masse et leur prévention (Mass Atrocities and their Prevention)* », *Journal of Economic Literature* 59, n° 4 (2021), 1240-92.

15. Charles H. Anderton et Jurgen Brauer, « *Atrocités de masse et leur prévention (Mass Atrocities and their Prevention)* », *Journal of Economic Literature* 59, n° 4 (2021), 1240-92.

16. Charles H. Anderton et Jurgen Brauer, « *Atrocités de masse et leur prévention (Mass Atrocities and their Prevention)* », *Journal of Economic Literature* 59, n° 4 (2021), 1240-92.

17. « *Décoder la Déshumanisation (Decoding Dehumanization)* », Beyond Conflict, <https://beyondconflictint.org/what-we-do/curent-intitatives/decoding-dehumanization>.

18. « *Décoder la Déshumanisation (Decoding Dehumanization)* », Beyond Conflict, <https://beyondconflictint.org/what-we-do/curent-intitatives/decoding-dehumanization>.

19. Karin Dyrstad et Solveig Hillesund, « *Comment expliquer le soutien à la violence politique : Ressentiments et opportunités perçues* », *Journal of Conflict Resolution* 64, no. 9 (2020) : 1724-53, <https://doi.org/10.1177/0022002720909886>.

20. « *La relation entre les violations et les abus*

des droits de l'homme et la commission d'atrocités criminelles (The Relationship Between Violations and Abuses of Human Rights and the Commission of Atrocity Crimes) », Centre mondial pour la responsabilité de protéger, 4 novembre 2021, <https://www.globalr2p.org/publications/the-relationship-between-violations-and-abuses-of-human-rights-and-the-commission-of-atrocity-crimes/>.

21. « *Tribus au Yémen - Présentation du système tribal (Tribes in Yemen-Anintroduction to the tribal system)* », Yemen Analysis Unit, ACAPS, août 2020, https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20200813_acaps_thematic_report_tribes_in_yemen_0_0.pdf.

22. « *UNICEF Situation Report - Muhamasheen mapping update* », UNICEF, janvier 2015.

23. Rania El Rajji, « *'Même la guerre est discriminatoire' : les minorités du Yémen, exilées chez elles (Even war discriminates' : Yemen's minorities, exiled at home)* », Minority Rights Group International, janvier 2016, https://minorityrights.org/wp-content/uploads/2016/01/MRG_Brief_Yemen_Jan16.pdf.

24. James E. Waller, *Confronting Evil : Engaging Our Responsibility to Prevent Genocide* (New York : Oxford University Press, 2016).

25. « *Rapport social mondial 2020 : Le défi des inégalités dans un monde en évolution rapide* », Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, 2020, <https://www.un.org/development/desa/dspd/wp-content/uploads/sites/22/2020/02/World-Social->

[Report2020-FullReport.pdf](#).

26. Alberto F. Alesina, Stelios Michalopoulos et Elias Papaioannou, « *Inégalités ethniques (Ethnic Inequality)* », document de travail n° 18512, National Bureau of Economic Research, novembre 2012, <http://www.nber.org/papers/w18512>.

27. Katie Smith, « *Turning the Tide : Possibilités de consolider la paix dans un contexte d'escalade de la violence au Myanmar (Opportunities to Build Peace Amid Escalating Violence in Myanmar)* », Search for Common Ground, Juillet 2018, <https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2018/11/Myanmar-Turning-the-Tide-Search-for-Common-Ground.pdf>.

28. Karin Dyrstad et Solveig Hillesund, « *Comment expliquer le soutien à la violence politique : Ressentiments et opportunités perçues* », *Journal of Conflict Resolution* 64, no. 9 (2020) : 1724-53, <https://doi.org/10.1177/0022002720909886>.

29. Siri A. Rustad, « *Inégalités socio-économiques et attitudes à l'égard de la violence : test avec de nouvelles données d'enquête dans le delta du Niger (Socioeconomic Inequalities and Attitudes towards Violence: A Test with New Survey Data in the Niger Delta)* », *International Interactions* 42, n° 1 (2015) : 106-39, <https://doi.org/10.1080/03050629.2015.1048856>.

30. Adrien Detges, « *Sécheresses, relations entre l'État et les citoyens et soutien à la violence politique en Afrique subsaharienne : une analyse à microscope (Droughts, State-Citizen Relations and Support for Political*

Violence in Sub-Saharan Africa : A Micro-Level Analysis) », *Political Geography* 61 (2017) : 88-98, <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2017.07.005>.

31. Mårten Randau, « *L'impact de la violence sur la confiance interpersonnelle et institutionnelle : données probantes du Mexique* », mémoire de maîtrise en économie, Université d'Uppsala, 2021, <https://uu.diva-portal.org/smash/get/diva2:1641496/FULLTEXT01.pdf>.

32. « *Dynamique de soutien et d'engagement - Comprendre les attitudes des jeunes maliens vis-à-vis de l'extrémisme violent (Dynamics of Support and Engagement - Understanding Malian Youths' Attitudes towards Violent Extremism)* », Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice et Centre international de lutte contre le terrorisme, février 2021, <https://www.icct.nl/sites/default/files/2022-12/Merit-quantitative-web.pdf>.

33. Charles Taylor, Ph.D., « *Bonnes pratiques pour la prévention de la violence électorale (Shared Security, Shared Elections)* », American Friends Service Committee, juillet 2018, <https://afsc.org/sites/default/files/documents/Electoral-violence-report-web-version.pdf>.

34. « *Trust in authorities – the golden ticket to successful COVID-19 vaccine roll-out in conflict settings* », Search for Common Ground, janvier 2021, <https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2021/02/Trust-in-Authorities-to-Support-COVID-19-Vaccine-Roll-Out.pdf>.

35. « *Confiance dans les institutions publiques : Tendances et implications pour la sécurité économique (Trust in public institutions: Trends*

and implications for economic security) », ONU DESA, juin 2021, https://www.un.org/development/desa/dspd/wp-content/uploads/sites/22/2021/08/PB_108.pdf.

36. Siri A. Rustad, « *Inégalités socio-économiques et attitudes à l'égard de la violence : test avec de nouvelles données d'enquête dans le delta du Niger (Socioeconomic Inequalities and Attitudes towards Violence: A Test with New Survey Data in the Niger Delta)* », International Interactions 42, n° 1 (2015) : 106–39, <https://doi.org/10.1080/03050629.2015.1048856>.

37. « *Trust in authorities - the golden ticket to successful COVID-19 vaccine roll-out in conflict settings* », Search for Common Ground, Janvier 2021, <https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2021/02/Trust-in-Authorities-to-Support-COVID-19-Vaccine-Roll-Out.pdf>.

38. « *Ebola emergency chief decries new attacks on frontline staff, after RD Congo worker death* » UN News, Novembre 2019, <https://news.un.org/en/story/2019/11/1050551#:~:text=Since%201%20January%20WHO%20has,progress%20has%20seen%20cases%20fall>.

39. « *Trust in authorities* », Search for Common Ground, janvier 2021, <https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2021/02/Trust-in-Authorities-to-Support-COVID-19-Vaccine-Roll-Out.pdf>.

40. David Miliband, « *L'Atlas de l'impunité* », Eurasia Group, février 2023.

41. Document de recherche privé fourni par des partenaires au Myanmar.

42. Boboya James Edimond, « *Baseline*

Assessment for Strengthening Local Atrocity Prevention Efforts in South Sudan », Search for Common Ground, 10 février 2022, <https://docs.google.com/document/d/IOSpO1IqSy meSv938rRQIVY2UNXTQERzk/edit>

43. « *Déclaration de la commission des droits de l'homme des Nations unies : l'impunité est à l'origine de la violence au Sud-Soudan (Impunity driving violence in South Sudan, UN rights commission says)* », Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, avril 2023, <https://news.un.org/en/story/2023/04/1135277>.

44. Ernest N. Ogbozor, Don John Omale et Mallam Mairiga Umar, « *Créer des ponts entre les éleveurs et les agriculteurs dans les États du Plateau, de Nasarawa et de Kaduna : Rapport d'évaluation final (Building Bridges Between Herders and Farmers in Plateau, Nasarawa, and Kaduna States: Final Evaluation Report)* », Search for Common Ground, août 2018.

45. « *Mali : Étude de référence : ANW KO HÊRÊ ! (Faire la paix maintenant !)* », Search for Common Ground, Mars 2020, <https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2020/06/STD061-Baseline-Report-Eng.pdf>.

46. « *Rapport social mondial 2020 : Inégalités dans un monde en mutation rapide (World Social Report 2020: Inequality in a Rapidly Changing World)* », Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, 2020, <https://www.un.org/development/desa/dspd/wp-content/uploads/sites/22/2020/02/World-Social-Report2020-FullReport.pdf>.

47. Karin Dyrstad et Solveig Hillesund, « *Comment expliquer le soutien à la violence*

politique : Ressentiments et opportunités perçues », Journal of Conflict Resolution 64, no. 9 (2020) : 1724–53, <https://doi.org/10.1177/0022002720909886>.

48. Karin Dyrstad et Solveig Hillesund, « *Comment expliquer le soutien à la violence politique : Ressentiments et opportunités perçues* », Journal of Conflict Resolution 64, no. 9 (2020) : 1724–53, <https://doi.org/10.1177/0022002720909886>.

49. Sarah Ferbach, « *Promouvoir le dialogue autour des questions économiques en matière de consolidation de la paix (Advancing the Conversation on the Cost-Effectiveness of Peacebuilding)* », Search for Common Ground, 14 août 2020, <https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2021/03/CostEffectivePeacebuilding-Paper-ONLINE.pdf>.

50. Rapport de situation du programme Search for Common Ground HRSM en cours en RDC.

51. Ceci est basé sur les rapports du projet Search for Common Ground mis en œuvre en RDC - Analyse des conflits et référence (décembre 2021).

52. Ceci est basé sur les rapports du projet Search for Common Ground mis en œuvre au Soudan du Sud entre septembre 2022 et mai 2023. RHSM, Soudan du Sud (FRE022).

53. Rapport de situation du projet Search for Common Ground.

54. « *Évaluation finale : Mobiliser les jeunes et les dirigeants communautaires afin de prévenir les atrocités de masse en République centrafricaine, (Final Evaluation: Engaging youth and community leaders to prevent mass atrocities in the Central African Republic)* » Search for Common Ground, Mars 2018, <https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2018/09/Final-Evaluation-Engaging-youth-and-community-leaders-to-prevent-mass-atrocities-in-CAR-March-2018.pdf>.

55. « *Évaluation finale : STD061 Anw Ko Hêrê,* » Search for Common Ground, Septembre 2021.

56. « *Mali : Étude de référence : ANW KO HÊRÊ ! (Faire la paix maintenant !),* » Search for Common Ground, Mars 2020, <https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2020/06/STD061-Baseline-Report-Eng.pdf>.

57. « *Évaluation finale : STD061 Anw Ko Hêrê,* » Search for Common Ground, Septembre 2021.

58. « *Rapport d'évaluation final externe : « On*

est Ensemble (External Final Evaluation Report: 'On est Ensemble) », Search for Common Ground, Juin 2017, <https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2017/12/SFCG-USAID-AID-675-A-12-00004-Final-Evaluation-Report-VF-OK.pdf>.

59. « *De l'alerte à l'action: Leçons tirées des mécanismes d'alerte et de réponse rapides destinés à prévenir les actes de violence dans le nord-est du Nigeria, (From Alert to Action: Lessons Learned on Early Warning and Early Response Mechanisms to Prevent Violence in Northeast Nigeria)* » Search for Common Ground, Avril 2020, <https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2020/04/Early-Warning-Early-Response-Policy-Brief.pdf>.

60. « *Évaluation finale : La gestion de l'information communautaire pour réduire les violences intercommunales au Myanmar (Community Information Management to Reduce Inter-Communal Violence in Myanmar)* », Search for Common Ground, 9 Juin 2016.

61. Katie Smith, « *Turning the Tide: Possibilités de consolider la paix dans un contexte d'escalade de la violence au Myanmar (Opportunities to Build Peace Amid Escalating Violence in Myanmar)* », Search for Common Ground, Juillet 2018, <https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2018/11/Myanmar-Turning-the-Tide-Search-for-Common-Ground.pdf>.

62. « *Évaluation finale : La gestion de l'information communautaire pour réduire les violences intercommunales au Myanmar (Community Information Management to Reduce Inter-Communal Violence in Myanmar)* », Search for Common Ground, 9

Juin 2016.

63. « *Évaluation finale : La gestion de l'information communautaire pour réduire les violences intercommunales au Myanmar (Community Information Management to Reduce Inter-Communal Violence in Myanmar)* », Search for Common Ground, 9 Juin 2016.

64. « *Le HCR met en garde contre l'aggravation des déplacements en République démocratique du Congo* », Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 24 octobre 2017, <https://www.refworld.org/docid/59ef0cfc4.html>.

65. « *Le HCR est préoccupé par les atrocités signalées dans la province du Tanganyika en République démocratique du Congo* », Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 20 février 2018 <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/unhcr-alarmed-over-reported-atrocities-dr-congo-s-tanganyika>.

66. Sarah Ferbach, « *Promouvoir le dialogue autour des questions économiques en matière de consolidation de la paix (Advancing the Conversation on the Cost-Effectiveness of Peacebuilding)* », Search for Common Ground, 14 août 2020, <https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2021/03/Cost-Effective-Peacebuilding-Paper-ONLINE.pdf>.

67. « *Évaluation finale : Mobiliser les jeunes et les dirigeants communautaires afin de prévenir les atrocités de masse en République centrafricaine (Final Evaluation: Engaging youth and community leaders to prevent mass atrocities in the Central African Republic)* », Search for Common Ground, Mars 2018,

<https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2018/09/Final-Evaluation-Engaging-youth-and-community-leaders-to-prevent-mass-atrocities-in-CAR-March-2018.pdf>.

68. « *Évaluation finale : Mobiliser les jeunes et les dirigeants communautaires afin de prévenir les atrocités de masse en République centrafricaine (Final Evaluation: Engaging youth and community leaders to prevent mass atrocities in the Central African Republic)* », Search for Common Ground, Mars 2018, <https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2018/09/Final-Evaluation-Engaging-youth-and-community-leaders-to-prevent-mass-atrocities-in-CAR-March-2018.pdf>.

69. Sarah Ferbach, « *Promouvoir le dialogue autour des questions économiques en matière de consolidation de la paix (Advancing the Conversation on the Cost-Effectiveness of Peacebuilding)* », Search for Common Ground, 14 août 2020, <https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2021/03/Cost-Effective-Peacebuilding-Paper-ONLINE.pdf>.

70. Ernest N. Ogbozor et al., « *Créer des ponts entre les éleveurs et les agriculteurs dans les États du Plateau, de Nasarawa et de Kaduna (Building Bridges Between Herders and Farmers in Plateau, Nasarawa, and Kaduna States)* », Search for Common Ground, août 2018, <https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2019/02/Final-Evaluation-Building-Bridges-Between-Herders-and-Farmers-in-Plateau-Nasarawa-and-Kaduna-States-August-2018.pdf>.

71. « Mali : Étude de référence : ANW KO HÈRÈ ! (Faire la paix maintenant !), » Search for Common Ground, Mars 2020, https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2020/06/STD061_Baseline_Report_Eng.pdf.

72. « Évaluation finale : STD061 Anw Ko Hêrê, » Search for Common Ground, Septembre 2021.

73. Katie Smith, « Créer une circonscription pour la paix au Sud-Soudan » (Building a Constituency for Peace in South Sudan) Search for Common Ground, novembre 2017, <https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2017/08/Building-a-Constituency-for-Peace-in-South-Sudan.pdf>.

74. Katie Smith, « Construire une circonscription pour la paix au Sud-Soudan » (Créer une circonscription pour la paix au Sud-Soudan), Search for Common Ground, novembre 2017, <https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2017/08/Building-a-Constituency-for-Peace-in-South-Sudan.pdf>.

75. Avant-projet d'évaluation finale du projet HRSM MENA REM.

76. .Avant-projet d'évaluation finale du projet HRSM MENA



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



